Grands Lacs : Les évêques "attristés" par la fermeture de la frontière Burundo-Rwandaise

Agence Fides, 31 janvier 2024 Kigali (Agence Fides) - "La récente décision de fermer la frontière terrestre entre le Burundi et le Rwanda nous a profondément attristés compte tenu de l'impact qu'elle a sur la vie des personnes vulnérables". C'est ainsi que les évêques membres du Conseil du Comité de la Conférence épiscopale du Rwanda, du Burundi et de la République démocratique du Congo (RDC) ont exprimé leur préoccupation face à la décision du gouvernement burundais de fermer la frontière avec le Rwanda, accusé de soutenir la rébellion burundaise RED Tabara.

L'organisme qui regroupe les évêques du pays a tenu une assemblée dans le diocèse de Ruhengeri (Rwanda) du 23 au 26 janvier. Dans la Déclaration lue au cours de la messe pour la paix célébrée dans la cathédrale de Ruhengeri le 25 janvier 2024, les évêques ont exprimé leur profonde tristesse face à la persistance des mauvaises relations entre le Rwanda, le Burundi et la RDC, espérant que les divisions seront bientôt surmontées pour construire des liens de paix entre les peuples de ces trois États. Dans ce sens, les évêques se sont dits attristés par la récente décision du gouvernement burundais de fermer la frontière terrestre entre le Rwanda et le Burundi, affectant ainsi les populations vivant le long de la frontière. La réunion tenue au Rwanda a été suivie d'une réunion à Goma (voir Fides 29/1/2024) consacrée à la crise dans l'est de la RDC. Le Rwanda est depuis longtemps accusé par les autorités congolaises de fomenter des guérillas sur son territoire, en particulier le mouvement M23, mais il apparaît aujourd'hui que Bujumbura accuse également Kigali de faire de même avec le RED Tabara. Le 11 janvier 2024, le gouvernement burundais a donc annoncé la fermeture de la frontière avec le Rwanda. Le gouvernement burundais affirme que cette décision a été prise parce que le Rwanda apporterait son soutien aux rebelles. Le gouvernement rwandais nie les accusations portées contre lui par le gouvernement burundais et déclare que, pour sa part, la frontière reste ouverte. Le RED-Tabara est un groupe rebelle basé au Sud-Kivu, dans l'est de la RDC, qui combat le gouvernement burundais depuis 2015. Le groupe avait revendiqué une attaque qui avait fait 20 morts dans la nuit du 23 décembre à Gatumba, dans le district de Mutimbuzi, dans la province de Bujumbura, dans l'ouest du Burundi, près de la frontière entre le Burundi et la RDC. Le 29 décembre, le président du Burundi, Evariste Ndayishimiye, avait annoncé le fait que les RED Tabara "sont nourris, protégés, hébergés et entretenus en termes de logistique et de moyens financiers par le Rwanda". Ndayishimiye avait ajouté que le Burundi avait négocié en vain avec le Rwanda pendant deux ans pour obtenir l'extradition des rebelles. Tant qu'ils auront un pays qui leur fournit des uniformes, les nourrit, les protège, les héberge, les entretient, nous aurons des problèmes", avait-il conclu. (LM)